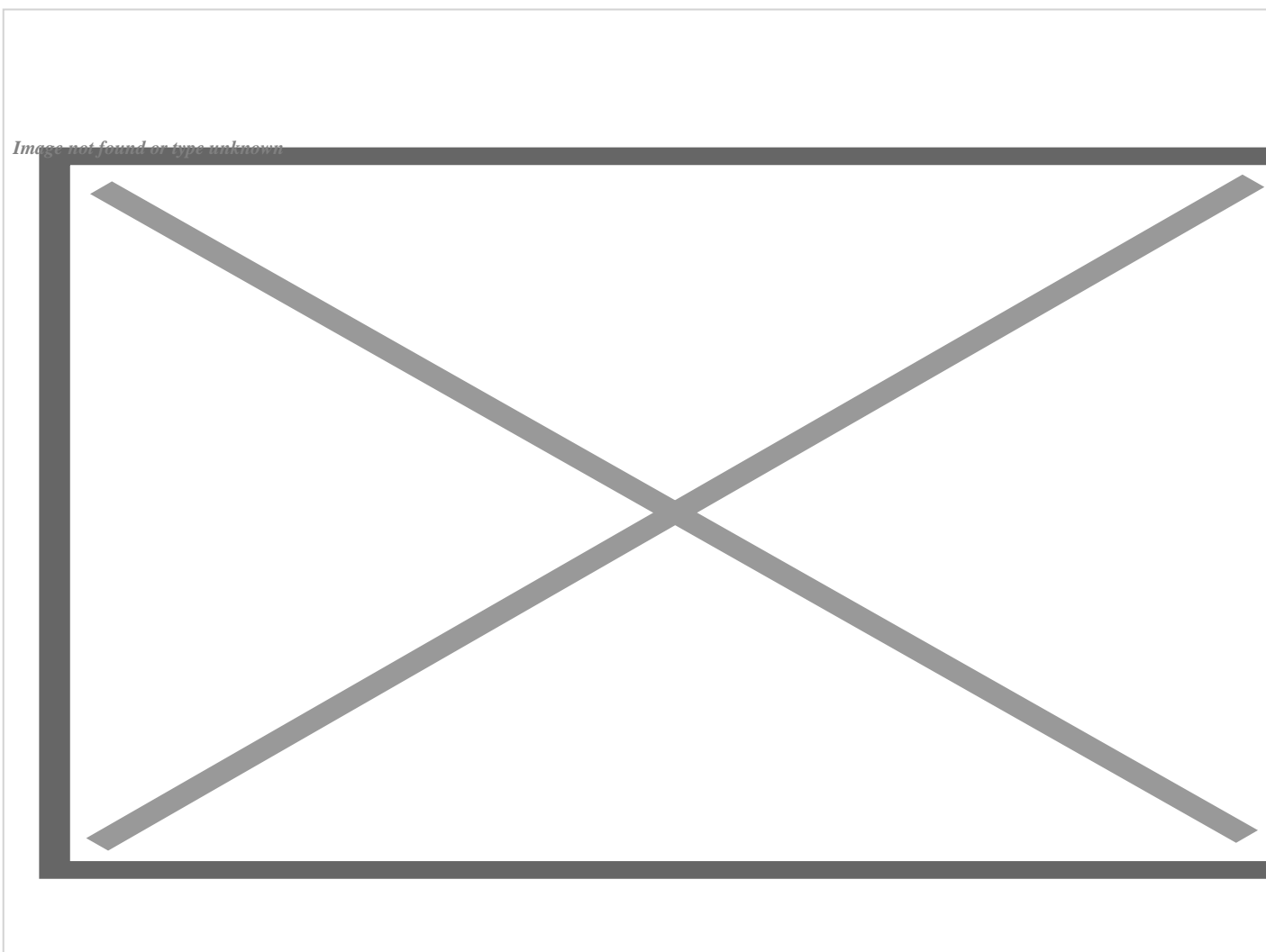


Bolivie : refus de mise en liberté d'un ancien ministre d'Áñez



La Paz, 22 mars (RHC) La justice bolivienne a nié le recours d'action en liberté présenté par l'ancien ministre de la présidence du régime de facto Yerko Núñez.

Des médias locaux indiquent que la proposition de l'avocat de l'ancien fonctionnaire, membre du cabinet de Jeanine Áñez, avait pour but d'annuler le mandat d'arrêt contre lui dans l'affaire du coup d'État, dans laquelle il est accusé des crimes présumés de terrorisme, conspiration et sédition, précise le journal El Deber.

Lors d'une audience devant le quatrième tribunal d'instruction en matière pénale de la ville d'El Alto, le juge Ángel Mendoza a fait valoir que la défense de l'ex-ministre ne s'était pas présentée, comme le prescrit la procédure, d'abord devant un juge de sûreté qui traite de l'affaire, ajoute l'agence ABI.

Nuñez est passé à la clandestinité à la suite d'une enquête menée il y a neuf jours à la suite de l'arrestation d'Áñez et des anciens ministres Álvaro Coímbra (Justice) et Rodrigo Guzmán (Energie).

Cette nation andine vit un processus de reconstruction et de défense des institutions démocratiques et tente d'élucider les responsables des plus de 36 morts à Sacaba (Cochabamba) et Senkata (El Alto, La Paz) pendant les conflits sociaux de novembre 2019.

Ce fait suscite des réactions contraires à la recherche de justice de la part des forces opposées à l'exécutif actuel et des experts avertissent que les actions mises en œuvre visent à plonger la Bolivie dans la déstabilisation.

Un rapport publié sur le site Internet de la Mission Vérité montre une opération de coup d'État et indique la participation du secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, à la nouvelle mise en scène.

Par ailleurs, ajoute-t-il, l'administration nord-américaine du président Joe Biden ne pouvait pas rester à la traîne dans l'émission de conjectures devant la position du parquet à l'égard d'Áñez et des membres de son équipe.

L'option de déséquilibrer d'autres fronts, comme on l'a déjà répété dans le passé, apparaît à nouveau : la mobilisation 'civique', alerte enfin le texte de Mission Vérité.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/251470-bolivie-refus-de-mise-en-liberte-dun-ancien-ministre-danez>



Radio Habana Cuba